

REMILITARISATION ET DANGEROUSITE DU MONDE

Quels rôles l'Union européenne et la France pourraient-elles assumer dans cette nouvelle donne ?

Introduction

1- Remilitarisation et dangerosité du monde : y a t il eu démilitarisation ?

La réponse est : Non ! Nous avons tout juste assisté à une détente du point de vue militaire pendant les dix années qui ont suivi la fin de la « guerre froide », du 09/11/1989 (chute du mur de Berlin) au 11/09/2001 (attentat du World Trade Center).

Les causes de cette détente ou de cette réduction des budgets militaires sont plus complexes qu'il n'y paraît et ont pour origine des doutes et des hésitations surtout sensibles en Europe.

On a assisté à un bouleversement du Monde et à la fin du choc entre deux civilisations. L'effondrement de l'Empire soviétique a favorisé l'essor de la Mondialisation et « l'aplatissement du Monde » selon Thomas Friedmann. On prend conscience que plus rien ne sera comme avant et surtout pas la façon de se défendre. Les Etats-majors ont dû s'adapter mais le doute et les hésitations ont précédé les décisions et de saines réactions.....lorsque interviennent les attentats du 11/09/2001.... Nouveau choc stratégique....Nouvelles interrogations : Quid des chars Leclerc ou de la force de dissuasion contre Ben Laden ?

Considérons : Les doutes et les hésitations nés des faux espoirs de paix après la chute du mur de Berlin le 09/11/1989. Les parlements sous la pression d'opinions publiques plus influentes et plus sensibles aux sirènes antimilitaristes hésitent et diminuent les budgets militaires. Certains ministres des finances en profitent pour se servir du budget de la Défense comme variable d'ajustement pour d'autres dépenses jugées plus urgentes.

Les doutes et les hésitations stratégiques devant le bouleversement du champ de bataille qui ne sera plus exclusivement européen lequel prévoyait le déferlement de forces ennemies par la « trouée de Fulda ». De nouvelles menaces apparaissent nécessitant de nouveaux outils de défense pour des opérations extérieures avec des forces de projection adaptées à une guerre de plus en plus électronique, informatique en s'appuyant sur la militarisation de l'espace. La reconversion des industries d'armement particulièrement douloureuse en France influence défavorablement l'opinion publique.

Les doutes et hésitations aussi sur l'adaptation du format des armées avec la suppression des armées de conscription, plébiscitée par les opinions publiques et le choix d'une armée de métier. La guerre froide a montré qu'une course aux armements mal contrôlée pouvait être fatale. Les Etats responsables mais aux moyens financiers limités, élaborent des schémas de défense adaptés avec, pour la France, un budget (y compris la force de dissuasion) limité à une « juste suffisance » et estimé à 2 % du PIB. La plus grande puissance économique d'Europe, l'Allemagne, ne consacre que 1,5 % de son PIB à la Défense. D'autre part les opinions publiques ne tolèrent que des opérations militaires économes en vies humaines.

Les doutes et les hésitations sur la construction européenne. Faut-il privilégier une Défense européenne ou s'en remettre à l'OTAN ? Pour certains le choix est clair, c'est l'Otan, pour d'autres comme la France, c'est un sujet de division de l'opinion publique.

Les doutes et hésitations devant le rôle ambigu de la superpuissance américaine. Elle maintient un budget militaire supérieur à 300 milliards de \$ qui lui permet encore de jouer le gendarme du Monde, mais pour combien de temps ? Elle rencontre des résistances et l'on parle même de déclin. Ne sera-t-elle pas conduite à reconnaître, malgré tout, l'autonomie du pilier européen de l'Alliance atlantique ? Quel en sera le prix ?

Les doutes et les hésitations qui interviennent au moment où le Monde n'a jamais été aussi dangereux. La France et l'Europe doivent relever défi et ne pas baisser la garde. Il nous faut poursuivre les efforts entrepris et défendre nos intérêts en partenariat avec l'Union européenne, l'OTAN, le gouvernement des Etats-Unis tout en travaillant à l'adaptation des grandes institutions internationales. Il nous faut être prêts à saisir toutes les opportunités conduisant à des choix clairs susceptibles de balayer les doutes et les hésitations fatals en ce domaine.

Commentaires : Si l'on a constaté une « détente du point de vue militaire » de 1989 à 2001, on n'a pas pu parler de démilitarisation. On a assisté à un changement d'époque avec l'avènement de la mondialisation qui a tout bouleversé et a fait apparaître de nouveaux dangers et des puissances émergentes. Le monde est devenu multipolaire et l'hyper puissance américaine contestée. La Mondialisation est une guerre économique dont il nous faut prendre toute la mesure et assurer la défense de nos intérêts et notre rang dans le monde. Mais mieux vaut encore une guerre économique tout en restant réaliste et vigilant. Pour l'instant il plane encore trop d'incertitudes sur l'évolution de l'OTAN et sur la crédibilité de la Défense européenne pour compter sur les autres. Nous devons, en puissance responsable, poursuivre les efforts d'adaptation de notre outil militaire, et saisir les opportunités lorsqu'elles se présenteront.

Alors : « **Si vis pacem para bellum** » ? - Nous répondrons comme l'état major des armées : « **Quand la Défense avance, la paix progresse** ».

2- Nouveau concept de la gouvernance du monde

Evolution des puissances européennes et française.

La 2^{ème} guerre mondiale s'est achevée en 1989 avec l'effondrement de l'URSS dernier avatar des régimes totalitaires hyper militarisés. C'est aussi la marque finale de deux événements majeurs :

- Pour l'Europe, la fin d'un siècle où elle a entraîné le monde dans deux longues guerres, laissant une empreinte contestable de la supériorité de la civilisation occidentale.
- Pour la France, la fin d'un empire colonial qui lui a assuré un période de prospérité de presque deux siècles. En moins de cinquante ans notre pays est passé du rang de leader mondial à celui d'un pays européen, sans ressources naturelles, en mal de société et de croissance.

D'une façon générale le recentrage des forces militaires européennes est réalisé pour maintenir une crédibilité face à la Russie encore incertaine dans ses desseins. Les forces de police européennes se renforcent et se développent pour assurer la sécurité intérieure menacée par des organisations mafieuses ou terroristes ; si les menaces sont essentiellement d'origine extérieure, elles s'appliquent tout autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des nations.

Projection ou intervention de force est principalement l'affaire du Royaume Uni et de la France ; les décisions de ces deux pays se différencient par une allégeance plus ou moins prononcée aux structures atlantiques (Royaume-Uni) ou par une volonté affichée de développer une capacité d'intervention purement européenne (France). La volonté d'engagement de troupes outre mer pour rétablir la paix ou la stabiliser est affectée par les difficultés économiques conjoncturelles.

Réflexions : D'un point de vue technique et s'agissant de la remilitarisation du monde, on remarque que les années 2005/2010 correspondent à la fin de vie des matériels militaires acquis auprès des quatre grandes puissances durant la Guerre Froide. Les puissances émergentes cherchent naturellement à se doter par elles-mêmes ou dans des associations régionales des matériels militaires nécessaires pour affirmer leur existence politique. En particulier la Chine, l'Inde et la Corée se révèlent de nouvelles puissances exportatrices d'armement car leurs coûts de revient y sont largement inférieurs.

Cas particulier : L'arme nucléaire. Par essence l'arme nucléaire est politique, au plus haut niveau de ce terme. De ce point de vue, son développement pendant la guerre froide était basé sur la dissuasion théorie bien connue. Mais on sait aussi par quels stades cette théorie est passée laissant entrevoir un emploi moins ultime ; armes à neutrons, missiles nucléaires tactiques, obus et torpilles à charge nucléaire, puissance déclarée ou non (cf. Israël). Ces concepts seront sans aucun doute repris, remodelés par les nouvelles nations émergentes qui envisageraient de s'en doter ; Pakistan, Inde, Chine, Iran,. Si leurs ambitions politiques étaient empreintes de tentation d'extrémisme le pire ne saurait être écarté.

Commentaires : La dangerosité du monde revêt de nouvelles formes en accord avec le développement d'un monde multipolaire agrégé autour de nations à la puissance émergente. Ce monde n'est aujourd'hui pas plus militarisé qu'il y a 20 ou 40 ans (réduction des stocks d'armes nucléaires et de leurs vecteurs) mais les foyers potentiels de crise sont plus disséminés et protéiformes et ne sont plus aussi contrôlés par deux puissances, malgré tout, stabilisatrices. Il convient de ne pas oublier la nature humaine, la vie de ses sociétés et leurs excès. Si les zones de conflit se sont éloignées de nos frontières géographiques, le monde nouveau, monde ouvert et communicant, est plus sensible aux déséquilibres qui l'affectent en ses différentes zones.

A-Les causes des tensions

1- Appropriation des ressources naturelles et exploitation géopolitique des ressources fossiles

11- Les hydrocarbures : La demande énergétique mondiale ne fera qu'augmenter dans les trente prochaines années, selon l'AIE (Agence Internationale de l'Energie), elle pourrait croître de 60% ! Si beaucoup d'incertitudes demeurent sur la production, la loi de l'offre et de la demande poussera toujours les prix vers le haut. Les contours des gisements détermineront les zones de conflits potentiels.

L'utilisation très récente des hydrocarbures, seulement un siècle, est devenue indispensable au bon fonctionnement de la société mondiale. Ils servent de source d'énergie, surtout pour les transports (50% de la consommation de pétrole en France), pour l'habitat, l'industrie, les travaux publics, l'agriculture mais ils servent aussi de matières premières (naphta et gaz) pour la pétrochimie dont le fort développement depuis les années 50 a complètement modifié notre environnement et notre façon de vivre par la fabrication des plastiques, des cosmétiques, etc...

Les pays producteurs et les pays consommateurs : les traits dominants

Pour le pétrole : Le premier pays consommateur est les Etats Unis (le quart du pétrole produit dans le monde pour près de 5% de la population) dont la demande et la dépendance ne cessent d'augmenter, le deuxième est naturellement la Chine dont le développement actuel fait exploser ses besoins énergétiques, l'Inde qui s'affirme chaque jour économiquement doit importer également 70% de sa consommation pétrolière. Nous trouvons ensuite le Japon puis tous les pays développés dont ceux de l'Europe en remarquant qu'elle sera dépendante pour 90% de ses besoins en pétrole en 2025.

Les pays du Moyen Orient demeurent et demeureront les principaux producteurs avec les 2/3 des réserves connues, suivis de la Russie, des Etats Unis, du Mexique, du Venezuela, de la Norvège ...

En conséquence, les poussées de tension sur les prix et à la production concerneront au premier chef les pays gros consommateurs et peu dotés en ressources (notamment l'Union européenne) qui voient leurs réserves se réduire inexorablement et leur dépendance s'accroître. C'est la raison pour laquelle, les USA notamment, la Chine récemment intensifient leur main mise sur les pays producteurs du Moyen-Orient et de l'Iran, ainsi que des pays bordant le Golfe de Guinée, où l'extraction off shore est plus sûre.

Pour le gaz : Les premiers consommateurs, également premiers producteurs, sont les Etats Unis et la Russie. Le Moyen Orient, aux capacités exceptionnelles, produit peu de gaz car les pays du Golfe préfèrent actuellement exploiter le pétrole plus facile à transporter et à utiliser.

Le gaz est mieux réparti que le pétrole dans le monde mais le Moyen Orient et les pays de l'ex URSS possèdent les 3/4 des réserves mondiales estimées à 60 ans pour la consommation actuelle avec des risques d'aggravation dès le début de la pénurie du pétrole. Comme pour le pétrole, les Etats Unis et la Chine voient leurs réserves réduites à quelques années.

La Russie a une position dominante, desservant l'Europe et l'Asie, elle peut au gré de sa politique favoriser l'un au détriment de l'autre et de là participer à la création de zones de conflits.

Le décalage entre la disparition du gaz et celle du pétrole est estimée à une vingtaine d'années après celle du pétrole précédée d'une phase de décroissance de la production mondiale qui sera difficile à vivre.

Vers un monde en fin de production d'hydrocarbures : La demande de plus en plus forte associée à une production qui ne pourra ou que certains pays producteurs ne voudront pas suivre entraînera une augmentation croissante des prix et un déséquilibre de l'économie mondiale. Le développement de nouveaux gisements en mer Caspienne ou dans les fonds de l'Atlantique vers le Brésil et l'Angola ou peut-être les fonds de l'Arctique ne pourra pas ou peu modifier cette évolution. A moyen terme, la Russie pour le gaz et les pays du Moyen Orient pour le pétrole et le gaz seront des zones stratégiques convoitées, il est aisé d'imaginer les pressions des pays les plus touchés tels que les Etats Unis, la Chine, l'Inde, l'Europe...pour pouvoir profiter de ces ressources.

Commentaires : Ce n'est pas faire preuve de pessimisme que d'imaginer que cette évolution dont personne ne peut fixer un calendrier précis est malheureusement la seule probable, il est même certain que dans le monde entier, des dirigeants, des états-majors, des chefs d'entreprise réfléchissent à des solutions de substitution ou d'intervention. L'UE dont la pénurie en énergie d'hydrocarbure est patente ne parvient pas à dégager une politique commune qui puisse assurer sa

sécurité énergétique dans de bonnes conditions vis à vis notamment de la Russie et de l'Algérie nos principaux voisins producteurs. Quant au Moyen-Orient et à l'Afrique, la puissance des USA permet encore un équilibre des forces en présence et les sources d'énergie sont encore maîtrisées par les grands groupes occidentaux mais qu'advient-il lorsque sous l'influence de la Chine (qui n'a pas d'état d'âme droit de l'hommiste), l'accès sera-t-il interdit ou contingenté ?

12- L'uranium

Uranium : Selon l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) et la World Nuclear Association (WNA) les réserves d'uranium sont estimées à plus de 2 millions de tonnes pour un coût de production inférieur à 40\$ par kg d'uranium, correspondant à 30 ans de fonctionnement des réacteurs actuels. Si l'on considère un coût de production jusqu'à 80\$ par kg, le montant des réserves peut être doublé, soit plus de 60 ans de consommation du parc actuel. Il est à noter qu'un passage à la technologie des réacteurs à neutrons rapides, qui peuvent valoriser l'ensemble des isotopes de l'uranium et non le seul uranium 235, permettrait de multiplier ces dernières réserves par le coefficient 50.

Les six premiers pays producteurs sont le Canada (30 % du total), l'Australie (21 %), le Niger (8 %), la Namibie (7,5 %), l'Ouzbékistan (6 %), la Russie (6 %). L'ensemble de l'Union européenne produit environ 1,6% du total. La France a été dans le passé un producteur significatif, mais les gisements n'offrent plus de conditions d'exploitation économiquement satisfaisantes. On voit à cet égard que l'origine géographique de l'uranium, en provenance majoritairement de pays politiquement stables, constitue une garantie supplémentaire quant à la sécurité d'approvisionnement.

Cependant, les technologies futures sont porteuses d'espoir en ce sens qu'elles sont moins gourmandes en minerai. Cet optimisme doit pourtant être tempéré par le fait qu'elles ne sont pas immédiatement disponibles. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, l'essentiel de la production est localisé dans des pays stables Canada, Australie, Russie, mais elle l'est aussi dans des pays africains plus fragiles et à la recherche de l'amélioration de leur économie.

Les conflits ponctuels peuvent sembler mineurs, il n'en est rien. Ils ne peuvent que s'exacerber à travers la manipulation de populations locales (exemple de la Côte d'Ivoire) et déboucher sur des besoins en intervention pour sauvegarder nos intérêts et, surtout, protéger nos nombreux ressortissants directement concernés ?

Commentaires : L'UE paraît assez désemparée devant le retour en grâce du nucléaire faible diffuseur de CO² alors que le charbon fortement utilisé en Allemagne est le principal pourvoyeur de pollution. Une fois encore des intérêts partisans et politiques paralysent les prises de décision des européens, la définition d'une politique commune de l'énergie réagit favorablement aux lobbies divers avec une forte propension à rêver d'une Europe « verte » couverte d'éoliennes et cellules photovoltaïques.

En réalité, cette matière première devient belligère, en particulier pour la France, qui veut sécuriser ses approvisionnements. Confrontée à des situations délicates à gérer du fait de son statut d'ancienne puissance coloniale, la France ne peut compter que sur elle-même car l'UE hostile, a priori, à notre présence en Afrique et peu désireuse d'aider au développement du nucléaire ne fera rien pour faciliter la résolution des crises patentes. Il sera difficile à la France de pérenniser ses sources d'approvisionnement en Afrique et il faudra revenir à la recherche de marchés avec les pays plus conventionnels mais aux exigences, financières notamment, moins favorables.

13- La problématique de l'eau

L'eau est l'une des ressources les plus abondantes de la Terre, mais très inégalement répartie sur la surface du globe : seule une part limitée de toute cette eau est disponible pour nos besoins.

Evolution : Un tiers de l'humanité vit dans une situation dite de « stress hydrique », avec moins de 1 700 mètres cubes d'eau douce par habitant et par an. Trop souvent d'une médiocre qualité, cette eau est à l'origine de maladies, de malnutrition et d'échec de récolte.

D'un pays à l'autre, les situations peuvent donc être très dissemblables : entre la bande de Gaza, en Palestine, très pauvre en eau douce (59 m³ par habitant et par an), et l'Islande (630 000 m³ habitant et par an), le rapport est de un à dix mille.

L'Asie, qui concentre près de 60 % de la population mondiale, ne dispose que de 30% des ressources mondiales disponibles, et l'Amazonie, qui ne compte que 0,3 % de la population du globe, en possède 15 % ! Le manque d'eau est structurel dans le vaste triangle qui s'étend de la Tunisie au Soudan et au Pakistan, c'est-à-dire dans plus de 20 pays de l'Afrique du Nord du Proche et Moyen Orient. Chaque habitant y dispose en moyenne de moins de 1 000 m³ d'eau douce par an, une situation dite de « pénurie chronique ».

Le réchauffement climatique en cours va encore accentuer ces inégalités. Et des migrations de populations entières vers des zones plus accueillantes sont prévisibles, en particulier vers l'Europe.

L'eau, source de conflits : Parce qu'elle est essentielle à la vie, l'eau est source de conflits. Elle a de tout temps servi d'armes. Lors de confrontations asymétriques, confiscation, privation, pollution d'eau, ont été utilisées à des fins de pression contre l'adversaire, dont les populations civiles sont les premières victimes.

Proches de l'U.E. des régions du Sud de la Méditerranée offrent des potentialités de conflits, le Tigre et l'Euphrate, le plateau du Golan, les rives sud du Nil constituent des zones d'affrontements latentes.

Si l'UE paraît à l'abri des crises directes qui peuvent éclater entre les Etats concernés, les combats peuvent entraîner des mouvements de population vers l'Europe augmentant le flux migratoire en provenance de ces régions. En outre, l'UE est naturellement vulnérable à des coupures d'eau de grande ampleur, et sur une longue période, du fait d'actes terroristes visant des installations de traitement amont et aval, des réseaux de distribution.

Vers un statut international de l'eau

Face à ce risque vital de pénurie d'eau, les rencontres internationales se multiplient pour tenter de développer au niveau mondial une vision partagée de la gestion des ressources en eau et obtenir les engagements politiques nécessaires à la résolution de ce problème à l'échelle planétaire. Une stratégie d'action globale semble difficile à définir.

En novembre 2002, l'eau a été reconnue comme l'un des droits fondamentaux et a fait l'objet d'un Pacte Relatif aux Droits Economiques et Culturels (CESCR), ratifié par 147 pays. Mais, on peut se demander si les tentatives de donner à l'eau un statut particulier, qui la place en dehors des confrontations, ne seront pas vouées à un échec, sachant que le réchauffement climatique ne va pas apaiser les esprits dans les régions contraintes, la pénurie d'eau et ses conséquences vont s'imposer à tous avec les risques inhérents.

2- Perception et intégration des changements géopolitiques et sociétaux majeurs

21- Le terrorisme

Le terrorisme constitue l'une des causes principales de la perception de la dangerosité du monde même si les conséquences des actes de destruction commis n'entraînent pas de perturbations exceptionnelles. Elles ont, en revanche, des perceptions psychologiques considérables auprès des populations concernées, c'est d'ailleurs le but recherché.

L'analyse historique et politique du terrorisme distingue quatre catégories de cibles :

- Contre les personnes influentes (Indira Gandhi, Cdt Massoud, Benazir Bhutto)
- Contre des représentants d'intérêts (Ambassades, navires, avions, etc.)
- Contre les symboles (Munich en 1972, World Trade Center en 2001, Bagdad contre le HCR, etc.)
- Contre les anonymes civils afin que les populations fassent pression sur les dirigeants (Paris 1995, Bali 2002, Casablanca 2003, Madrid 2004, Londres 2006, Alger 2007)

Certains attentats sont commis par des organisations aux ambitions géographiquement et politiquement limitées (Algérie, Pakistan, Palestine, Liban, etc.). D'autres résultent d'une union du terrorisme et du banditisme ; des acteurs politiques se sont criminalisés (PKK, FARC, FLNC, ETA, etc.) et des acteurs de droit commun se sont politisés (cartel de la drogue, mafias, etc.). Cette hybridation est totale.

Le réseau d'Al Qaida est beaucoup plus dispersé, ce qui le rend difficile à combattre car son champ d'action est mondial, il recrute partout et dans tous les milieux. Il ne commande rien mais authentifie tout, après coup. Ce réseau se recommande d'une résolution confessionnelle islamiste, assez floue, mais dont les fils conducteurs se nouent autour des monarchies et émirats du Golfe Persique pour lutter contre les « infidèles » et déstabiliser principalement les Etats démocratiques Occidentaux, sans omettre les soutiens aux mouvements nationalistes islamiques.

Les principaux paramètres du terrorisme actuels sont ; une méthode asymétrique, une logique stratégique, des cibles sélectives, des moyens en réseau, des plates-formes médiatiques.

22- L'immigration, les flux migratoires en Europe

Des origines : D'après les éléments chiffrés recueillis les migrations nettes vers l'UE se situeraient autour de 1,5 millions de personnes par an en comptant les régularisations pratiquées par les pays du Sud (Espagne notamment). L'immigration qui touche majoritairement l'UE trouve son origine dans les pays du Maghreb, de la zone subsaharienne, et de l'Asie du Sud-Ouest (Indes, Pakistan) populations souvent islamisées, sans qualification aucune, se marginalisant rapidement en constituant des zones communautaires à l'assimilation lente et difficile. A cette difficulté intrinsèque s'ajoutent des relents de défiance et de refus qui trouvent leur origine dans l'histoire coloniale de la France et de la Grande Bretagne principalement, des Pays Bas secondairement et accessoirement de l'Espagne mêlant ainsi des rancœurs d'anciens colonisés dont parfois l'indépendance s'est réalisée dans la douleur.

Possédant peu ou pas de qualification professionnelle, leur apport reste cependant essentiel dans les emplois sous qualifiés mais le poids social est considérable aussi bien en besoins exprimés

d'aides et de santé que de lutte contre la délinquance, conséquence immédiate d'une inadaptation à la société à laquelle cette population n'aspire pas toujours à appartenir.

De la nécessité d'une politique européenne commune : L'immigration clandestine au volume mal défini (500 mille personnes par an ?), majore les conséquences de ce phénomène par l'installation illicite d'une population immédiatement marginalisée et craintive. L'UE par la mise en œuvre des accords de Schengen plaçait ainsi un premier dispositif de contrôles aux frontières dont la porosité au fil des années s'est révélée préoccupante.

Si la définition d'une politique commune n'est pas encore réalisée, la lutte contre l'immigration clandestine semble prendre un tournant plus opérationnel et par conséquent plus efficace par la mutualisation des moyens de recherche et d'intervention notamment en Méditerranée, région de passages privilégiés des populations clandestines provenant des rives du Sud et du Sud-Est.

Des craintes exprimées

Le communautarisme est la première expression de la non assimilation des populations immigrées dont le réflexe est de se regrouper pour reconstituer les structures de la société d'origine. Admis et toléré dans les pays anglo-saxons ce comportement est rejeté dans les pays latins et notamment la France qui recherche toujours, à travers l'expression de la République et des valeurs qu'elle représente, à favoriser l'intégration en évitant l'exception.

L'échec global rencontré depuis 40 ans souligne la difficulté de résoudre les problèmes face à des populations dont l'hostilité à l'égard du pays d'accueil est une constante. Communautarisme ou non, ce refus d'accepter l'autre (couleur, religion, langue) constitue les prémices d'un racisme primaire qui mine les fondements des sociétés confrontées aux phénomènes et diffuse une inquiétude au sein des populations dans leur ensemble accroissant la dangerosité des relations quotidiennes.

L'insécurité est le corollaire naturel de la définition précédente. La situation des banlieues, zone criminogène par excellence, lieux de tous les trafics et du règne des mafias constitue des territoires de non droit où les populations se sentent abandonnées quelles que soient leurs origines.

Le climat insurrectionnel et dangereux qui se développe dans l'UE constitue une source conflictuelle permanente qui a des répercussions dans les pays d'origine de ces populations non assimilées qui naturellement soutiennent, du moins verbalement, leurs anciens nationaux en situation de crise. Il commande souvent la politique extérieure des Etats d'accueil ou de départ.

Les conflits verbaux récurrents de la France avec l'Algérie¹, de l'Espagne avec le Maroc, de l'Italie avec la Libye constituent le bruit de fond des difficultés relationnelles de l'UE avec le Maghreb et entretiennent une situation de dangerosité latente.

Cette situation n'est pas près de cesser car sous l'effet conjugué d'une natalité excessive et d'un réchauffement attendu des rives sud de la Méditerranée, les peuples concernés rechercheront désespérément des régions plus favorables à leur développement et viendront naturellement vers l'Europe située à une heure d'avion retrouver des nationaux installés.

¹ *Extrait du journal arabophone Echourouk « Ce qu'il a dit (propos du Ministre des anciens combattants algériens sur le lobby juif) a provoqué les réserves de la diplomatie algérienne, mais il devrait être dit par tous les Algériens, car la politique méprisante choisie par Sarkozy à l'égard de la « racaille » en France et à l'extérieur ne laisse nulle place à la construction d'une amitié solide fondée sur le respect mutuel des mémoires des deux pays. » Le Monde le 3 décembre 2007*

Le terrorisme intérieur est l'aboutissement logique de la dégradation sociétale constatée dans l'UE, l'Espagne victime du terrorisme marocain, le Royaume Uni du terrorisme pakistanais, la France de celui de l'Algérie, l'Allemagne menacée par celui de la Turquie. Les mêmes causes engendrent les mêmes effets et conditionnent la posture défensive de l'Europe soumise à la pression islamique qui règle, par le biais des réseaux locaux immigrés implantés, les comptes des guerres d'Irak, d'Afghanistan, d'Israël ou d'ailleurs sur le dos des européens.

La lutte contre le terrorisme ne nécessite pas un grand investissement armé mais exige une posture de fermeté et de décision qui manque encore à l'UE imprégnée d'un angélisme suranné comme souligné à plusieurs reprises par les observateurs. La posture de neutralité souvent retenue par les pays du Nord de l'Europe conduit sûrement à la faillite, le terrorisme ne fait pas preuve de mansuétude dans son action de destruction, bien au contraire, il profite de la faiblesse de l'adversaire.

3- La criminalité organisée

31- Guerre ou paix informatique ?

L'informatique occupe une place prépondérante depuis quelques années dans le très sensible domaine militaire, c'est une nouvelle guerre de l'ombre qui apparaît. Toutes les puissances mondiales se préparent à ce que nous appellerons "la guerre des réseaux". La guerre électronique est pour demain.

En temps de paix comme en temps de guerre les moyens informatiques permettent de saboter les systèmes informatisés des infrastructures stratégiques civiles et militaires, de mener des actions d'espionnage, à des fins économiques et militaires, en s'introduisant dans leurs systèmes. Pour cela il existe une gamme d'armes, qui a déjà fait ses preuves récemment, les virus, les bombes logiques, les canons à hyperfréquences, les ondes électromagnétiques capables de paralyser tout ou partie du système électronique d'un véhicule, d'un aéronef, d'un navire ou de la mise à feu d'un missile.

Pour les USA une nouvelle menace plus latente et plus sérieuse vient de la Chine. En effet les attaques récentes de juin à septembre 2007 sur les USA, l'Allemagne, la Grande Bretagne, la France et la Nouvelle Zélande ont semé le trouble et attiré les regards sur la Chine. Depuis plusieurs années elle fait figure de suspect numéro 1. Elle ne fait pas, d'ailleurs, mystère de ses ambitions dans le domaine de la guerre de l'informatique. Son objectif stratégique est de construire des forces armées informatisées et être capable de gagner des guerres informatiques.

L'Union européenne et la France face à la criminalité informatique : La première cyber-guerre, a été menée contre l'Estonie en avril 2007 pour la « punir » d'avoir déboulonné une statue symbolique du soldat russe. Les dégâts dans l'économie de ce petit pays ont été considérables, réseaux Internet interrompus, banques, assurances, bourse, isolées, etc. Cette agression a fait prendre conscience à bon nombre de gouvernements et de grandes entreprises de l'importance de se prémunir contre les menaces numériques.

L'utilisation massive d'Internet à l'échelle mondiale en fait des cibles de premier choix, d'autant que ces attaques restent difficiles à identifier. Si la sécurité absolue est impossible, il apparaît toutefois essentiel d'élever le niveau de protection au maximum et de sensibiliser les utilisateurs institutionnels et professionnels à cette criminalité numérique.

Faisant suite à cet événement l'UE a souhaité mettre en place une unité d'alerte composée de spécialistes en matière de cybercriminalité, baptisée « Réseau et sécurité de l'information ». Elle

sera opérationnelle en janvier 2010 et regroupera une trentaine d'experts au sein de la future Autorité européenne des télécommunications (ETMA, pour *European Telecom Market Authority*).

Comment intervenir ? : Cette guerre informatique est l'artisan principal d'une guerre économique, par la maîtrise des techniques et l'évolution des matériels. Elle peut ruiner indirectement un pays ou une entreprise en l'affaiblissant par des conflits sociaux occasionnant des troubles graves au sein des populations ou en créant des situations inédites, défaillance des banques, interruption des circuits énergétiques etc. Alors que peut faire l'UE pour contrer ces manœuvres de déstabilisation ou de destruction ?

Pas grand chose, n'ayant aucun moyen de contrôle, de vérification ou d'interdiction elle reste extrêmement vulnérable, mais la création à venir d'un organisme de contrôle est une réaction salutaire. Cette conception nouvelle d'une menace virtuelle génère un sentiment d'inquiétude et de désarroi qui participe à l'impression de dangerosité du monde actuel².

32- Les réseaux mafieux

Parmi les menaces constitutives du désordre mondial la criminalité organisée, si elle n'a pas vocation à initier des événements « guerriers », possède une capacité de nuisance qui pèse sur la sécurité de notre quotidien, car elle est source de malversations de tous ordres, trafic international de la drogue, trafic d'armes alimentant les activités criminelles, trafic des êtres vulnérables (femmes et enfants), trafic lié à l'immigration clandestine, trafic des bois exotiques, des arts primitifs, des pierres précieuses etc. L'U.E. se révèle particulièrement vulnérable en raison des potentialités financières de sa population.

Les Mafias : « La mafia » n'est plus seulement une organisation criminelle œuvrant dans le domaine de la drogue, de la prostitution, du jeu ou des rackets, c'est aujourd'hui une organisation dont les champs d'action sont multiples, les tentacules immensément étendus et dont la prépondérance est mondiale. La mafia est une catégorie à part, la plus sophistiquée, la plus redoutable, des organismes participant du crime organisé.

Yakuza, Triades, Cosa Nostra de Sicile, Camorra napolitaine, mafia italo-américaine, albanaise ou turque, ces grandes mafias sont des entreprises d'envergure internationale qui se sont même associées dans des activités tant licites qu'illicites dans, disent-elles, « Un esprit de coopération mondiale pour l'ouverture et la conquête de nouveaux marchés ».

C'est dans la poursuite de ses activités illicites que la mafia établit des connexions avec les différents groupes terroristes qui alimentent les marchés de la violence. Elle est présente et active dans les zones grises de la planète où l'absence d'autorités politiques leur permet une grande liberté d'action.

A l'image du terrorisme, la mafia se distingue par sa transnationalité qui fait d'elle une cible hors de contrôle des autorités étatiques. Mais, si le terrorisme revendique ses menaces et ses actions, la mafia agit dans l'ombre et le secret. C'est justement une des raisons pour laquelle elle représente un réel danger. En effet, dans un monde dominé par la communication et l'information, ce qui est vraiment dangereux, c'est ce qu'on ne voit pas. Quand la nocivité du crime organisé, quand les ravages provoqués par les grands trafics mafieux mondialisés quittent les feux de la rampe médiatique, ils cessent d'être une priorité politique.

² Lire l'excellent article de François d'Alañon dans le numéro 130 de « Défense » de novembre-décembre 2007

La volonté hégémonique exprimée ouvertement par les dirigeants de ces associations criminelles jette le doute de la capacité de l'U.E. à combattre la criminalité organisée. Grâce aux réseaux mondiaux de communication, les terroristes et les criminels sont en mesure d'intervenir dans le monde entier, les activités délictueuses en Asie ou en Amérique du Sud constituent désormais des menaces pour les pays européens.

Les risques de prolifération sont patents, la facilité de gagner de l'argent malhonnête, les possibilités offertes par des banques off shore de blanchir l'argent sale, les faibles risques encourus malgré la lutte qui s'organise sur tous les fronts notamment maritimes constituent une trame criminelle préoccupante. Les moyens légaux existent, ils concernent les pressions politiques, économiques, policières et judiciaires mais face à cette criminalité mondiale et souterraine, il faudra engager des opérations de vive force qui contraindront cette poussée mais... la réussite n'est pas évidente.

4- Des risques inhérents à la situation géopolitique de certains Etats

41- Zone conflictuelle : de l'Iran, de l'Afghanistan et du Pakistan

Parmi les facteurs de tensions dans le monde, la situation d'instabilité des pays musulmans du Sud-Ouest asiatique est patente mais elle n'est pas la seule. Nous avons retenu cette région pour illustrer notre réflexion pour trois raisons principales, l'engagement militaire français et européen en Afghanistan dans la lutte contre les Talibans, la dérive inquiétante de son voisin le Pakistan soumis à des pressions confessionnelles considérables, possédant l'arme nucléaire, ravitaillé en matériel militaire par la France et la situation de l'Iran, Etat incertain, nucléaire ou non, leader incontesté des Chiites, détenant la clé du ravitaillement pétrolier de l'occident, objet d'une pression diplomatique forte de la France.

Iran

Les médias : Comme dans tous les régimes totalitaires, les religieux conservateurs au pouvoir font en sorte qu'il n'y ait qu'une seule et unique voix qui s'exprime. Mais aujourd'hui, avec les outils de communication, dont en premier lieu le téléphone cellulaire, la télévision et l'Internet, il n'est plus possible de contrôler totalement l'information.

Le nucléaire : La crainte de voir l'Iran devenir un Etat nucléaire accapare les esprits, aussi bien à Washington qu'au Proche-Orient. En novembre 2007 le renseignement américain disait que l'Iran avait arrêté ses plans d'armes nucléaires en 2003. Cette déclaration allait à l'encontre du discours alarmiste de George W. Bush, mais il affirmait en contrepartie que l'Iran pourrait être capable entre 2010 et 2015 de produire assez d'uranium hautement enrichi pour la bombe atomique.

C'est dans ce contexte de tension que la Russie a commencé à livrer à la fin du mois de décembre du combustible nucléaire à la centrale de Bouchehr qui doit entrer en service en 2008. La réalisation de ce complexe civil inquiète les Occidentaux, qui craignent qu'il ne dissimule un projet militaire. Mais une attaque même ciblée profiterait à Ahmadinejad et aux extrémistes iraniens, aujourd'hui en perte de vitesse, qui rêvent d'en découdre avec les Occidentaux.

Des «frappes chirurgicales» en Iran entraîneraient le blocage du détroit d'Ormuz par lequel transite le pétrole indispensable à l'économie mondiale, la rancœur des chiites du monde musulman au Pakistan, en Irak ainsi que des actions terroristes en Occident. Les conséquences d'une telle

éventualité, à laquelle il faut ajouter le risque de transmission de la bombe nucléaire au Hezbollah et celui de sa prolifération au Moyen Orient, seraient graves pour l'Occident.

Afghanistan

Les Talibans : Six ans après la chute du régime des talibans, l'Afghanistan est toujours en proie aux violences, ils multiplient les opérations à travers le pays, la production de la drogue atteint des niveaux alarmants, la population se paupérise et la scène politique vacille. Les attaques contre les soldats étrangers de l'ISAF (International Security Assistance Force), contre les forces de sécurité afghanes et contre les civils afghans se multiplient et affectent tout le territoire. Le regain de violence est lié au contexte régional au Pakistan, en Irak, en Iran.

La drogue : La quantité de drogues produite actuellement en Afghanistan serait très supérieure à celle récoltée sous les Talibans. Le trafic d'opium constitue plus de la moitié de l'économie du pays, apportant 2,7 milliards de dollars chaque année d'après le Bureau des Nations unies pour le trafic de drogue et la criminalité (UNODC), soit 52 % du PNB. L'opium permet de financer la militarisation de nombreux groupes d'acteurs politiques.

Les forces internationales : Les Islamistes visent le pouvoir du président Karzaï, élu démocratiquement en 2004, mais se heurtent aux Occidentaux, aux Américains en particulier, 60.000 soldats (40.000 de l'Otan, 20.000 de la coalition Enduring Freedom sous commandement américain). Ils multiplient les attentats kamikazes contre les soldats des puissances occidentales. L'armée française compte environ 1600 soldats en Afghanistan.

La situation globale de l'Afghanistan se détériore chaque jour davantage sous la pression des Talibans mieux armés avec l'argent de la drogue et l'intervention des tribus frontalières du Pakistan qui échappent à l'autorité de ce dernier.

Pakistan

Dans l'ordre des risques mondiaux, le Pakistan est un danger de 1^{ère} grandeur. C'est une accumulation de fanatismes religieux dans un Etat instable doté de la puissance nucléaire. Par comparaison l'Iran fait figure de paisible Suisse.

Et pourtant, la coopération du Pakistan dans la lutte contre le terrorisme est réelle et essentielle, mais l'instabilité du pays, la fragilité du nouveau régime en cours d'installation, l'existence de forts courants extrémistes au Pakistan et la possession de l'arme nucléaire la rendent difficile.

L'instabilité politique – elle est due à plusieurs facteurs :

Un régime contesté : Alors que le Pakistan fête cette année le 60^e anniversaire de son indépendance, le pays fait face à une situation politique d'une complexité inédite, avec le retour sur la scène politique de deux anciens Premiers ministres, Benazir Bhutto (remplacée depuis son assassinat par Asif Ali Zardari) et Nawaz Sharif, deux leaders d'une opposition désunie.

Les élections législatives et provinciales se sont déroulées correctement et démocratiquement dans leur ensemble, elles ont vu la victoire des opposants à Pervez Musharraf mais aussi, plus surprenant, la défaite des islamistes pourtant très présents sur le terrain, peut-être trop présents. Que va-t-il se passer désormais dans ce pays alors que Musharraf constitue le nouveau gouvernement sorti des urnes mais refuse de démissionner de son poste ?

Le Pakistan, pays instable, est en conflit larvé avec l'Inde, un autre état nucléarisé, aux confins du Cachemire. Inquiets de la crise politique au Pakistan, les USA intensifient leur vigilance sur le programme nucléaire militaire du pays de crainte qu'une arme ou du matériel nucléaire ne disparaisse dans la confusion.

Carrefour des tensions régionales, état artificiel sans profondeur historique, en permanence au bord de l'explosion, le Pakistan, qui renforce activement son arsenal nucléaire, présente de nombreux dangers pour la paix mondiale.

Commentaires : Ces trois Etats sous influence confessionnelle Chiite, majoritairement en Iran, traversés de courants islamistes radicaux et en possession ou en devenir d'un armement nucléaire constituent un pôle de dangerosité considérable. Point d'orgue de cette situation explosive, l'engagement des forces de l'Otan, d'une part, les menaces nucléaires des USA d'autre part et la surveillance sourcilleuse de l'Inde contribuent à la définition de la menace majeure de cette région.

Que peut faire l'UE dans ce maelström de violence qui voit les forces de l'Otan donc en partie européennes engagées dans des combats incertains ? Pas grand chose, comme chaque fois, l'indécision étant la chose la mieux répartie dans l'UE, aucune voix ne s'élève, le représentant de PESC Javier Solana est silencieux, seule la France s'aventure à faire des déclarations que tous les membres européens condamnent de peur d'être obligés de prendre parti. Quant à l'ONU son silence est encore plus assourdissant.

42- Emergence d'acteurs irresponsables : Le Venezuela, Le Soudan, La Syrie

Indépendamment de la zone Sud-Ouest asiatique, lieu de tous les dangers, d'autres pays, se révèlent dangereux par leur comportement inquiétant, leur ambition insolite, leur agressivité confessionnelle. Ils participent à la dangerosité de la planète car ils sont souvent imprévisibles et incontrôlables. Ces pays ont été retenus en raison des relations qu'ils entretiennent avec l'UE ou la France.

Le Venezuela

Cet Etat d'Amérique latine, 8^{ème} producteur de pétrole du monde, se distingue par une attitude anti-USA majeure, une agitation de type gauchiste (rêve d'une nouvelle révolution bolivarienne), la volonté du Président Chavez de succéder à Castro comme le représentant des opprimés soutenue par une personnalité assez fruste et fantasque.

Il alimente les divisions politiques en Amérique du Sud par son soutien affirmé aux revendications territoriales de la Bolivie pour son accès à la mer à travers le Chili et par son attitude ambiguë vis à vis des FARC d'obédience marxiste et trafiquants de cocaïne patentés. Accentuant sa pression sur la Colombie, son voisin limitrophe, certains observateurs lui prêtent des volontés hégémoniques sur ce pays.

La politique du président Chavez apparaît comme un mélange de péronisme, de castrisme, et de quasi fascisme portant atteinte à la liberté de la presse, aux médias-audiovisuels, aux droits de l'homme. Prêtant moins à sourire, son amitié pour le président de l'Iran, Ahmadinejad, et les

achats de matériels militaires à la Russie³ ne constituent pas des éléments favorables à une perception apaisée du personnage.

Le Soudan

Vaste pays de 2,5 Mkm², peu peuplé (27,5 Mh) bordant la mer Rouge, occupe une position stratégique majeure au nord-est de l'Afrique. Partagé entre des populations blanches au Nord (arabophones islamisées) et des populations noires au sud (animistes ou chrétiennes), le pays subit des contraintes aggravées d'origine ethnique, religieuse, raciste que les dirigeants manipulent en fonction de leurs intérêts particuliers ou de ceux de puissances extérieures comme la Chine ou certains pays arabes. Ainsi 40% du gisement pétrolifère d'Heglig et la construction d'un oléoduc le reliant à Port-Soudan sont sous contrôle chinois. En retour la Chine vend des armes contribuant à une militarisation effrénée et une dangerosité croissante de cette corne de l'Afrique.

Ceci n'explique pas les crises alimentaires à répétition subies par ce pays malgré les secours continus des Nations Unies. Quelles qu'en soient les origines, les conditions climatiques contraignant les nomades à se déplacer, les razzias des arabes du nord commettant des exactions violentes et souvent meurtrières, ou les famines organisées par le pouvoir islamiste en place, les populations noires sont contraintes de fuir le Sud pour se réfugier au Tchad, pays voisin aux ethnies proches créant une situation humanitaire désastreuse.

Par ricochet le Tchad se trouve impliqué dans la tourmente en accueillant les réfugiés sur son sol, en luttant contre les bandes lancées par le gouvernement soudanais qui cherche par ailleurs à déstabiliser ce pays soumis à l'influence occidentale. Pour mettre un terme à cette situation l'UE, à l'instigation de la France, déploie, au Tchad et en Centrafrique, un élément armé, Eufor (France, Irlande, Pologne, Suède, Autriche) de 2800 hommes, destiné à s'interposer et à protéger les populations déplacées. La mission n'est pas simple car la maîtrise des agresseurs n'est pas évidente dans une région particulièrement difficile à contrôler et que l'on sait, par ailleurs, riche en pétrole.

La Syrie

Ancien protectorat français, ce pays situé stratégiquement dans une région agitée se comporte comme un Etat voyou soutenant toujours et encore le terrorisme. Elle sera chassée du Liban en 2006 mais elle poursuit son action de déstabilisation malgré les résolutions de l'ONU et les menaces des USA, elle s'oppose notamment à l'élection d'un Président du Liban qui ne soit pas pro-syrien et manipule à coups d'attentats les élus locaux.

Les Etats-Unis et l'UE ont toujours considéré la Syrie comme un pays encourageant le terrorisme et depuis la guerre en Irak, ils dénoncent son soutien politique et financier aux volontaires combattants, aux Hezbollah (chiites) implantés au sud du Liban, aux Palestiniens du Hamas de la bande de Gaza, tout en facilitant le trafic des armes et l'implantation sur son territoire de camps d'entraînement.

Pays de tous les dangers, aggravés par le quasi isolement de son dirigeant, Bachar Al-Assad, la Syrie, en conflit diplomatique avec la France, depuis peu, est en mesure de menacer directement les troupes de l'ONU, majoritairement françaises, disposées au sud à la frontière libano

³ Selon Philippe Leymarie, le Venezuela s'est porté acquéreur de 100.000 fusils « kalach », une trentaine de chasseurs Sukhoi, des missiles Tor et une cinquantaine d'hélicoptères, pour près de 3 milliards et demi de dollars, sans omettre l'achat récent d'un système intégré de défense aérienne de 2 à 300 kilomètres.

israélienne, en pleine région contrôlée par le Hezbollah, bras armé syrien. Cette situation est source d'inquiétude car la maîtrise de ce secteur frontalier, essentiel, n'est absolument pas assurée.

Commentaires : Ces trois Etats appartiennent, à la mouvance des pays incontrôlés, auparavant tenus fermement par les deux puissances mondiales USA et URSS. Désormais laissés à leurs propres dérives et sous influences confessionnelles (au moins pour deux pays musulmans), les dirigeants s'ingénient à fomenter des situations dramatiques qui menacent la paix mondiale.

L'UE et la France, comme nous l'avons vu, à des titres divers, sont confrontées à cet environnement géostratégique dont on perçoit assez mal quelles sont les mesures de coercition qui pourraient freiner ces Etats voyous. La faiblesse de l'ONU paraît dans sa vérité crue qui se révèle incapable de calmer des Etats agités, nuisibles certes, mais de faible envergure.

B- Des orientations souhaitables

L'UE et la France appartiennent au concert des nations et leurs rôles s'inscrivent dans un ensemble en mouvement dans lequel les comportements, les attitudes s'interpénètrent sans qu'on puisse marquer les limites de chacun. L'UE par sa dimension économique et l'originalité de son organisation, la France par le message d'humanité et de droit de l'homme qu'elle porte, sont des acteurs majeurs de la gouvernance mondiale et à ce titre apparaissent dans toutes les structures et organisations internationales avec des poids relatifs, il est vrai.

Si la réussite n'est pas toujours au rendez-vous, ces deux entités politiques ont une aura indiscutable et à l'instant où les USA perdent de leur hégémonie, il n'est pas impossible de penser que l'attitude et le comportement de la vieille Europe sont encore dignes d'intérêt.

1- Des consciences

Dans un monde où les certitudes culturelles recommencent à s'affronter après la disparition des grandes idéologies totalitaires du XX^{ème} siècle ; il est important de placer la perception des événements mondiaux critiques dans la perspective des religions monothéistes essentielles.

Le monde chrétien : Le commerce florissant légal ou illégal des armes pose un problème d'éthique sur sa finalité. Est-il légitime de continuer à commercialiser à grande échelle des armes lourdes ou légères qui tôt ou tard seront probablement utilisées par des Etats «voyous » ou des terroristes illuminés ? Certainement pas si l'on prend la peine d'écouter les «grandes voix » qui s'élèvent périodiquement pour dénoncer voire stigmatiser le commerce des armes considéré comme l'une des sources des conflits régionaux, ethniques ou religieux.

Il n'est que de citer les appels réitérés de grandes autorités morales unanimement reconnues comme les souverains pontifes de l'Eglise catholique, le Dalaï Lama ou encore des Prix Nobel de la Paix. Mais ces voix autorisées toujours sont-elles entendues ?

Aucune des actions conjuguées en faveur d'une Convention pour limiter le commerce international des armes légères n'a abouti. Les USA notamment se sont opposés en 2006 à un système mondial de contrôle du commerce illicite des armes légères.

L'islam qui n'échappe pas à cette dérive de violence génère un mouvement politico-religieux, l'islamisme, exigeant l'islamisation complète et radicale du droit, des institutions, des gouvernements dans les pays musulmans, voire son extension forcée dans les autres pays.

Pour parvenir à ses fins, cette dérive sectaire s'appuie sur la doctrine musulmane du «djihad » plus inquiétante présentée généralement comme un effort sur soi-même mais qui en pratique fait obligation à tout croyant de mener la lutte pour étendre le domaine de l'Islam. Il est évident que cette conception représente une menace directe pour le monde et en particulier pour les démocraties sensibles aux démagogues.

La plupart des pays musulmans se sont montrés réfractaires à cette doctrine, souvent portée par un nationalisme virulent, mais elle est source permanente d'agitations, d'émeutes, de menaces et porte les racines du terrorisme actuel.

Les pays musulmans n'ont jamais adhéré à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme Islamique de 1981 a une approche confessionnelle des Droits de l'Homme définis dans l'Islam par la loi divine, dans leur ensemble comme dans leurs implications.

Un paradoxe : Dans un paradoxe souvent souligné ce sont les pays occidentaux y compris la Russie donc de confession chrétienne qui ravitaillent les Nations du monde en armements divers donnant ainsi une image contrastée entre l'affirmation d'une morale de non-violence et les lois du commerce des armes. Contradiction encore plus marquée si l'on considère que les pays grands fournisseurs d'armes sont pour la plupart membres du Conseil de sécurité de l'ONU donc en principe en charge de la paix dans le monde.

2- Quelle aide de l'ONU, l'Union européenne et la France peuvent-elles attendre ?

De la réforme de l'ONU :

Lors des dernières assemblées générales de l'ONU, des résolutions ont été prises à l'effet de mener des actions destinées à dégager d'urgence un consensus face à des menaces et des défis majeurs...de traduire celui-ci en actes concrets notamment de s'attaquer aux causes profondes de ces dysfonctionnements. Brièvement peuvent être évoqués les objectifs : élaborer une doctrine de sécurité commune, asseoir son autorité internationale, lutter contre le terrorisme international, constituer une force de police permanente, etc.

Le nouveau Secrétaire Général de l'ONU, Ban-Ki-Moon, s'il veut contribuer à faire bouger les modes de fonctionnement, doit s'engager à modifier les structures décisionnelles de l'Organisation en ouvrant davantage le Conseil de Sécurité aux nouveaux pays émergents, Inde, Brésil, Afrique du Sud, mais les oppositions sont nombreuses notamment des Etats membres qui ne souhaitent pas partager leur autorité. Réalisation des objectifs définis, réforme des Statuts mais également mise en œuvre d'opérations de soutien et d'intervention, notamment au Darfour, en Iran sur le dossier nucléaire, en Palestine sur la question d'un Etat palestinien, sur le Liban etc.

Qu'en est-il aujourd'hui ? L'ONU, malgré ses nombreuses vicissitudes, poursuit sa mission en développant des nouvelles structures plus adaptées comme la création des Agences techniques, du Conseil des Droits de l'Homme, l'extension des pouvoirs du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR).

De même les effectifs en uniforme pour les missions de maintien de la paix sont passés de 64701 en 2004 à 82237 en 2007, les ressources financières ont doublé en neuf ans pour atteindre 18 milliards de dollars. Plus originale est la nomination de cinq « facilitateurs » chargés d'étudier l'élargissement du Conseil de Sécurité. Cependant des échecs demeurent comme le non respect des résolutions notamment en Israël, les mandats donnés sont ambigus, les moyens humains et matériels sont insuffisants, les interventions des Casques Bleus sont trop lentes et inefficaces, la modification du Conseil de Sécurité est bloquée, et le déficit du budget est toujours chronique.

Commentaires : La réforme des Nations Unies est lancée. Les nombreuses études déjà menées en 2006 et la volonté du nouveau Secrétaire général paraissent de bon augure mais il faudra plusieurs années pour atteindre les résultats souhaités. Le Secrétaire général est peu présent dans les médias européens, il est vrai que l'UE n'est pas une entité politique qui compte et son rôle dans le concert des nations onusien est marginal.

Aucune action commune pour valider ou proposer une résolution, des interventions en ordre dispersé comme toujours, la voix de l'UE est inaudible et ce malgré la présence au sein du Conseil de sécurité de deux Etats européens, seul continent dans cette situation favorable. Ce ne sont pas les Européens qui vont pouvoir relancer la machine onusienne.

3- Des démocraties craintives, que fait l'Union européenne?

Des démocraties craintives

Dans ce contexte de dérèglement des repères, les esprits évoluent et l'opposition des Etats traditionnellement neutres et égoïstes du Nord de l'Europe est nuancée désormais par une approche plus pragmatique de la résolution des crises. Dans cet esprit la situation internationale (le terrorisme notamment) impose aux Etats de rechercher des attitudes communes face aux dangers multiformes qui se profilent à l'horizon immédiat.

Cependant il convient de rester modeste quant aux résultats obtenus car les pays de l'Europe de l'Est nouvellement admis, s'ils ont accepté les règles économiques et les contraintes démocratiques de l'U.E. ont tous rejoint l'OTAN recherchant ainsi le bouclier américain au grand dépit des européens et...de la Russie.

L'U.E se présente comme une entité politique faible et pusillanime, ne disposant pas d'une défense commune sauf à faire appel à la France et la Grande Bretagne, incapable de gérer correctement les crises internationales faute d'une approche cohérente commune, et dans l'impossibilité de parler d'une seule voix dans les réunions internationales ou dans les grands organismes mondiaux (ONC, ONU etc.).

Les intérêts nationaux des pays européens sont rarement pris en compte au profit de théories générales répondant souvent aux impératifs du libre-échange dans une volonté libérale qui n'est pas nécessairement compatible avec la situation économique des pays.

« Les politiques nationales doivent trouver leurs prolongements et des points d'appui au niveau européen » souligne Hubert Védrine *« qu'elle bâtisse (l'UE) une autonomie dans une alliance*

renouvelée avec les USA et un rapport de force intelligent avec les nouvelles puissances émergentes »

La politique étrangère de sécurité commune (PESC) ne trouve aucune expression positive malgré une analyse stratégique pertinente, elle reste enfermée dans une incapacité à décider, ce qui semble être la vraie faiblesse de l'UE. Les vingt sept qui aurait pu faire entendre dans le monde le poids de leur économie et de leur population (458 millions d'habitants) font preuve d'une telle faiblesse que certains craignent que l'UE ne parvienne pas à constituer un pôle de puissance dans la redistribution qui est en cours, passant à côté de la chance inouïe qui lui est offerte.

Les grands accords internationaux en cours de gestation échappent à notre sagacité nous apparaissent non pas en tant qu'européens mais comme Etats ne représentant que nous-mêmes ce qui au regard des puissances émergentes n'est pas une source d'autorité.

Attitude de l'Union européenne

Ce n'est pas ainsi que l'UE affirmera sa puissance, cette course solitaire et égoïste de nombreux Etats européens conduit vers le recul annoncé de notre continent. Dans un monde qui devient chaque jour plus compétitif et plus dur pour les faibles notre désorganisation militaire, économique, politique constitue un réel handicap que les européens semblent ignorer ne manifestant de l'attention que lorsque leurs propres intérêts nationaux sont touchés ce qui réduit singulièrement notre potentiel.

Ses défis intérieurs qui sont multiples (recherche et développement, immigration, énergie, vieillissement des populations, défense, etc.) ne trouveront une solution que si l'UE parvient à dégager des positions communes qui puissent être opposées et défendues devant les nations du monde. *« Sa plus grande faiblesse (UE) réside dans son incapacité à ancrer son expérience et sa puissance normative dans un socle d'intérêts communs constamment définis et défendus »* -Le monde en 2025 de Nicole Gnesotto et Giovanni Grevi.

Quant aux défis extérieurs qui sont principalement l'expression de la puissance économique, ils commandent l'image de l'UE dans les institutions et grands organismes internationaux.

L'UE comme souligné à plusieurs reprises est à la croisée des chemins. Puissance économique et démographique majeure elle pêche par une incapacité décisionnelle qui la déconsidère auprès des autres Etats qui remettent désormais son autorité en cause à chaque instant.

Faible dans la défense de ses intérêts communs, prônant une morale droit de l'hommiste qui indispose à peu près le monde entier, son aura morale et intellectuelle s'affaiblit dans une mondialisation pure et dure. Vieillissante, attachée à des acquis sociaux qu'elle ne peut plus honorer, elle s'offre sans défense à une immigration inquiétante mais nécessaire. Elle regarde le train de l'histoire qui passe mais pour la première fois depuis trois siècles, sans elle. Cette perte de potentialité est perçue par de nombreux européens comme les prémices d'un abaissement intellectuel, économique et moral, favorisant des pressions extérieures lourdes de menaces futures.

4- Vers une nouvelle approche du rôle de l'UE et de la France

Le récent traité de Lisbonne qui relance l'UE n'a pas encore fait la preuve de son efficacité mais il met sur la scène internationale un « Haut représentant pour la politique étrangère » sorte de M. PESC remis au goût du jour, plus efficace, souhaitons-le. M. Javier Solana est cependant à l'origine d'un document de réflexion « Stratégie Européenne de Sécurité » qui développe une vision européenne des menaces et des enjeux en matière de sécurité et présente les divers moyens

politiques, économiques et financiers pour relever les défis recensés (les guerres, la pauvreté, la maladie, la sécurité, les dépendances énergétiques).

Le défaut majeur de ce document est l'absence grave de volonté politique, il s'agit le plus souvent d'analyses pertinentes sur les situations observées suivies d'une litanie d'intentions certes louables mais empreintes d'un formalisme administratif récurrent.

Ce constat confirme le dysfonctionnement actuel de l'UE qui, à des analyses et des approches intellectuelles de qualité, répond sous forme normative sans grande influence réelle. Cette façon de procéder souligne la difficulté de parvenir à régler les divergences et à dégager un consensus entre les Etats membres. Ainsi le Royaume Uni et les Etats nordiques attirés par un atlantisme dominant s'opposent à la France, (quelle va être sa position prochaine ?) l'Allemagne et les pays du Sud plus solidaires entraînant une rupture intellectuelle au sein de l'UE, quant aux pays du PECO, nous l'avons vu, ils ont rejoint l'Otan sans hésiter ajoutant à la confusion.

Ainsi donc l'UE se trouve confrontée à des courants d'influence qui contrarient une approche commune sinon unique de sa politique étrangère. Il est vrai qu'elle ne possède ni la capacité politique ni la capacité militaire de faire prévaloir son point de vue et de ce fait sa voix dans le monde est bien faible sinon inexistante. Sa puissance économique aurait pu lui permettre de dégager des axes de forces mais hélas la dispersion de ses intérêts dans le concert des grandes organisations internationales n'a fait que confirmer sa faiblesse.

Vers un monde nouveau

En réalité le monde se refait autour de l'émergence de nouveaux Etats, forts, dominateurs, jeunes, confiants en eux-mêmes. Les USA, eux-mêmes, traversent une crise de confiance, leur puissance militaire est tenue en échec, leur image dans le monde est profondément dégradée, leur monnaie se dévalue par rapport à l'euro (même s'ils y trouvent des avantages économiques), leur voix dans le monde s'atténue et leur politique erratique mondiale décourage leurs amis.

Quant à l'ONU, son autorité est totalement dégradée, son Président, sans véritable personnalité est le reflet de l'indécision de la gouvernance mondiale, le Conseil de Sécurité dévalué par sa non représentativité, ses résolutions non suivies d'effet, offrent un bilan négatif dans son ensemble. Les grandes conférences internationales échouent les une après les autres à obtenir des résultats concrets admis universellement et ce sous l'influence de groupes de pression plus attachés à leurs intérêts partisans qu'à la résolution des crises que traversent la planète.

Nous sommes entrés dans une société mondiale déstabilisée, les repères habituels changent, les Etats s'organisent différemment, des alliances improbables, des provocations inutiles, des situations bloquées, des peuples en souffrance, une lutte impitoyable pour la possession des énergies. Seuls, comme toujours, les plus forts survivront et l'UE ne présentent pas pour l'instant les symptômes d'un redressement inattendu, bien au contraire, son éloignement des champs d'activité mondiaux, son ralentissement économique et le vieillissement de sa population n'en font pas un acteur de premier rang.

Le recours à l'UE, puissance économique majeure, où les excès de la mondialisation sont modérés par une organisation sociale de qualité, où le poids des expériences douloureuses passées atténue la perception hégémonique du monde peut constituer un modèle sociétal influent. Faut-il encore que la volonté de l'UE puisse s'exprimer dans les instances internationales, au sein de l'ONU par exemple? C'est une œuvre à entreprendre, mais les leaders européens ont-ils la volonté et la

capacité de s'adresser au monde entier pour calmer les « esprits » et redonner un sens à la gouvernance mondiale ?

5- Vers une défense européenne digne de ce nom

Une construction formelle

La première réflexion majeure touche à la définition d'une armée européenne qui n'est pas ou ne sera pas une armée unique, mais une armée commune, mosaïque ou juxtaposition de moyens nationaux réunis pour l'opération commandée. Ce qui signifie qu'il appartient à chaque pays de maintenir en état une force armée qui réponde aux exigences et aux objectifs définis par les instances européennes.

Les moyens mis en commun pour concourir à la réalisation des grandes missions confiées, induisent qu'ils doivent être complémentaires, interarmes et cohérents. Ils doivent répondre à un certain nombre de critères qui justifient de la crédibilité des forces de défense. Cela suppose une organisation logistique, une relève des forces engagées, l'existence de stocks de munitions et des moyens de transport adaptés. Nous sommes encore loin du compte.

Ainsi l'UE se caractérise par une armée potentielle de plus deux millions d'hommes non dénuée de valeur. Il ne s'agit pas de venir en concurrence avec notre voisin d'outre-Atlantique mais d'assurer l'autonomie opérationnelle de l'Europe par la mutualisation des moyens pour répondre à une demande institutionnalisée.

Sans attendre les décisions communautaires qui fixent les volumes des troupes, les moyens, les délais d'engagement etc, les Etats les plus engagés ont constitué des structures militaires légères destinées à répondre rapidement aux crises internationales européennes ou mondiales [la brigade franco-allemande, le Corps Européen, l'Eurofor, le Groupe Européen aérien, l'Euromarfor, l'Eurogendfor], structures le plus souvent interétatiques qui agrègent autour d'elles les pays intéressés par une situation déterminée.

Autre approche communautaire, le domaine de l'Espace est essentiel dans l'affirmation de la puissance économique, industrielle et scientifique de l'Union européenne. Son développement s'appuie sur la conduite de programmes spatiaux coordonnés et volontaristes soutenus par la puissance publique (des Etats ou de la Commission) et les grands groupes industriels européens. L'Union européenne a-t-elle les dimensions économique et politique pour y être plus présente ou bien doit-elle s'accommoder de s'associer aux deux grandes puissances spatiales. Les vicissitudes de Gallileo en sont un exemple vivant. Une étude particulière sur le thème de la militarisation de l'Espace est donnée en annexe.

Il ne paraît pas envisageable que l'Europe de la défense en construction abandonne ses ambitions qu'elles soient industrielles, d'équipements ou de recherche développement etc. mais cela suppose des engagements forts, le respect des indicateurs de convergences déterminés, l'application de disciplines budgétaires et la confirmation de l'esprit de défense qui fait dramatiquement défaut malgré une dangerosité croissante des relations internationales.

Le rôle de l'OTAN :

L'OTAN est un partenaire incontournable que l'UE ne peut négliger même si elle en avait des velléités. L'indépendance militaire de l'UE passe inévitablement par la volonté commune des deux organisations d'accepter une relative autonomie réciproque. Les USA ont, depuis 1990, engagé de façon massive le retour, au pays d'abord puis en Irak désormais, de leurs troupes

stationnées en Europe. Le désengagement des forces étatsuniennes du sol européen ne se traduit pas par une prise de conscience commune des pays de l'UE pour combler le déficit militaire apparu car, il est vrai, que tout danger d'envergure a disparu. C'est toutefois une attitude bien irresponsable dans un monde de nouveau en crise⁴ d'afficher ainsi la faiblesse de l'UE dans le domaine militaire notamment.

Il apparaît bien dans le contexte incertain développé précédemment que la Politique Européenne de Sécurité et de Défense reste encore un acte inachevé faute de volonté politique majeure. L'idée de plus en plus répandue est désormais de développer une défense commune à plusieurs vitesses qui permette d'intégrer les pays qui le souhaitent vraiment, constituant ainsi des noyaux durs, autour desquels d'autres Etats pourront s'associer et ceci pour des missions déterminées. Il restera à convaincre les pays neutres du Nord de participer financièrement aux opérations réalisées dans le cadre européen ou de l'OTAN, ce qui n'est pas le plus facile.

Pour conclure cet état des lieux il paraît intéressant de citer Jean-Michel Boucheron, député, rapporteur du budget de la défense à la commission des affaires étrangères « *La construction de l'Europe de la défense tient aux Européens eux-mêmes. Ceux qui la veulent n'ont pas d'argent, ceux qui ont de l'argent n'en veulent pas. Modifier cet état de chose est le vrai défi, demander une bénédiction américaine est inutile* »





6- Une Union méditerranéenne pour apaiser cette région du monde

Historique sommaire

(Ce paragraphe fait référence à une conférence prononcée par le Préfet Maritime de la Méditerranée, le VAE Pierre-Xavier Collinet sur le théâtre méditerranéen.)

La Méditerranée est un carrefour physique important, limité par trois accès stratégiques, Gibraltar, Suez et le Bosphore, son compartimentage en plusieurs bassins crée des zones névralgiques qui se répartissent sur une aire d'assez faible envergure 4000 km de long sur 750 km au plus large de sa section. Zone de paradoxe, elle est un lieu de rencontre issu de son histoire mais aussi une ligne de fractures et de déséquilibres structurels anciens et récents en constante aggravation, clivages religieux, ethniques, communautaires, économiques, politiques et démographiques. Cette situation marquée essentiellement par la qualité des relations Nord / Sud conditionne le devenir de cette région soumise à des pressions considérables.

Pour conclure ce bref survol, le bassin Méditerranéen se caractérise par :

-  L'étroitesse de l'espace
-  La densité des risques
-  La complexité des logiques
-  L'actualité des dynamiques en présence

⁴ A Madrid où se tenait la conférence annuelle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le ministre russe des affaires étrangères a confirmé que le président Vladimir Poutine avait signé une loi par laquelle la Russie suspendait sa participation au traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE)...Ce traité avait pour but de limiter les forces militaires de l'Alliance Atlantique et l'ancien Pacte de Varsovie (20.000 chars, 30.000 véhicules blindés, 20.000 pièces d'artillerie, 6.800 avions de combat et 2.000 hélicoptères). Cette décision de Moscou s'inscrit dans le contexte d'une tension des relations russo-américaines liée au projet des USA d'installer des sites de défense antimissile en Pologne et en République tchèque. *Le Monde* le 3 décembre 2007

Que représente la Méditerranée pour les grandes puissances mondiales ?

Si l'UE et la France considèrent la Méditerranée comme leur glacis sud nécessaire à leur protection quelles sont les considérations géopolitiques qui intéressent les grandes nations mondiales ?

Pour les USA, la Méditerranée est une sorte de grand canal servant aux approvisionnements en pétrole, bénéficiant de soutiens militaires efficaces par les pays qui bordent les rivages Nord, escales et points d'appui sécurisés. Elle conditionne le passage de la flotte russe qui s'étiole en mer Noire et dont le passage du Bosphore constitue un point de faiblesse majeur. Leur allié principal Israël constitue un contre poids aux pays arabes mais c'est aussi une source de conflits et de tensions.

Pour la Chine et l'Inde, pays émergents, la Méditerranée est aux débouchés de Suez, zone de transit pour les pétroliers et gaziers qui viennent se ravitailler en Algérie, lieu d'observation pour les relations avec l'Afrique. Elle est aussi l'accès le plus direct aux pays européens, lignes maritimes des porte-conteneurs qui desservent les grands ports de la façade sud de l'Europe. La notion d'intérêt stratégique ne paraît pas abordée par ces pays qui pour le moment sont absorbés par leur développement économique.

Pour la Russie, la Méditerranée est l'accès aux horizons maritimes mondiaux avec les points vulnérables du Bosphore et de Gibraltar, lieux de passage commandés par des pays de l'Otan. La Flotte soviétique très présente après la guerre, en 1945, a joué un rôle primordial dans la résolution des crises qui ont secoué l'Ouest méditerranéen, devenue russe, elle manque actuellement de bases de soutien et d'appui ce qui la rend vulnérable. Malgré un renouveau certain, la flotte russe, installée dans les eaux ukrainiennes, ne semble pas en mesure d'avoir un rôle opérationnel en Méditerranée.

Vers une Union méditerranéenne des pays riverains de Gibraltar au Bosphore

Dans le contexte géopolitique évoqué, l'idée de construire une Union méditerranéenne sur les principes de l'Union européenne a pour objectif de créer une zone tampon, autonome politiquement et économiquement, pour soulager la pression Sud / Nord qui inquiète les populations européennes vieillissantes.

Le chemin paraît long car l'unité ethnique et linguistique des rives sud dissimule en réalité des différences incroyablement compliquées dont l'histoire contemporaine s'en fait l'écho chaque jour. Après l'échec des Accords de Barcelone en 1995 qui avaient ouvert des possibilités de convergences intéressantes, le manque d'ambition, l'absence de leader, le poids de la bureaucratie européenne, et les restrictions intellectuelles des dirigeants du Sud ont fait capoter ce projet qui avait suscité beaucoup d'espoirs lors de sa signature. Ce n'est pas les fonds qui ont manqué mais simplement la volonté d'entreprendre.

Ainsi la France qui est l'initiateur principal de cette idée de création d'une Union européenne, combat, de cette manière, les inquiétudes et frustrations de sa population qui craint la montée de l'Islam, l'aggravation des flux migratoires et la présence de la Turquie dans l'UE. Par ce biais les risques potentiels semblent pouvoir être écartés.

CONCLUSION

Le passage au XXIème siècle a été porteur de très grands espoirs.

L'effondrement de l'affrontement primordial entre les deux grands blocs idéologiques de l'Est et de l'Ouest semblait ouvrir la voie d'une ère nouvelle, et à défaut d'une paix à l'échelle planétaire, tout au plus à une simple multiplication des conflits "à bas bruit".

Aujourd'hui, le monde apparaît-il plus dangereux?

Les notions traditionnelles, celles qui fondaient l'idée même de défense, se sont considérablement modifiées.

Au premier rang de celles-ci, se situe celle de frontières : La dilution de la notion de frontières au sein d'un même pays avec la montée des communautarismes a modifié son appréhension en créant des limites internes souvent informelles mais patentes, zones de non droit, zones réservées, zone tampon, etc.

Le concept de subsidiarité qui consiste à agir au niveau le plus adapté superpose des territoires aux compétences différentes (communautaire, transnational, national). L'entrelacement des réseaux d'alliance politique, économique, militaire, de par le monde (Union européenne, OCDE, Mercosur, G8, G20, OTAN, etc.) rend leur perception de plus en plus complexe. Les frontières professionnelles d'entreprises se structurent à des niveaux transnationaux.

La réticulation des réseaux informatiques introduit des frontières immatérielles qui échappent à la compréhension du citoyen. Quant aux nouvelles frontières de l'espace constitutives de la maîtrise des Etats en ce domaine jusqu'à aujourd'hui, elles s'ouvrent à la banalisation touristique.

Les modalités d'action, elles-mêmes ont des contours renouvelés : La connotation religieuse de « l'axe du mal » renouvelle le contenu de l'affrontement, par son emploi dans le langage guerrier modifiant la perception de l'adversaire dont le comportement porté par un engagement religieux paraît plus dangereux.

Le droit d'ingérence qui s'oppose au droit et aux choix des peuples s'est frayé une place face à l'indépendance des nations. La guerre préventive s'est substituée aux règles internationales de respect du droit des pays, dans un rapport, du fort au faible. Le fort voulant la paix mais qui est contraint par le faible à engager la guerre, ainsi le faible affiche une position de victime tout en acculant le fort à intervenir.

La menace, elle-même, s'est modifiée, marquée initialement par la dualité de l'affrontement Est / Ouest, équilibrée, certes, mais hyper dangereuse, apocalyptique par les armes utilisées, elle est devenue protéiforme, insaisissable, potentiellement dangereuse mais maîtrisable dans l'essentiel des cas.

Les champs des conflits se sont démultipliés avec notamment l'émergence d'acteurs dits irresponsables, revendiquant une responsabilité nouvelle à l'échelle planétaire, et l'affirmation d'acteurs locaux dans un rapport dialectique avec les puissances de niveau planétaire, les instrumentalisant plus qu'ils ne sont instrumentalisés.

Notion nouvelle, l'Homme qui s'était affranchi de l'emprise de la nature semble condamné à s'y soumettre à nouveau au prix d'une violence nouvelle et annoncée. C'est là peut-être la source la plus forte, la plus continue, la plus durable de cette la perception de la "Dangerosité du Monde"

Dans cette vision du monde, le Monde aurait-il besoin d'un médiateur que pourrait être l'Europe?

Pour qu'il y ait médiation :

Un conflit juridique est nécessaire mais pas suffisant pour déclencher la guerre car les tribunaux sont institués pour régler cette catégorie de conflits.

Un conflit économique est nécessaire mais pas suffisant pour déclencher la guerre car les organisations internationales du commerce sont instituées pour réguler ces types d'affrontement.

Pour qu'il y ait médiation – ou guerre- il faut en plus un conflit passionnel, irrationnel entre les parties

L'Europe, en posant sa perception du monde comme oscillant entre Dangerosité et Remilitarisation, s'offrirait, dans un au-delà de la légitimité juridique, dans un au-delà de l'intérêt économique, un rôle pacificateur, en expert de l'irrationnel, non pas en tant que puissance militaire, mais en tant que puissance médiatrice entre les nations.

Sur la multiplicité des scènes de duels locaux l'Europe aurait-elle un nouveau rôle à s'inventer pour inviter à affronter l'incertain, à faire découvrir aux peuples un nouveau champ de liberté, à les faire naître à eux-mêmes dans un partenariat renouvelé, un nouveau contrat avec eux?

FIN